



# PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement - guichet unique ICPE

## Arrêté préfectoral complémentaire N° 58-2025-09-19-00001

portant modification de l'arrêté préfectoral autorisant la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING  
FRANCE à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Decize

La préfète de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** la directive 2006/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE, susvisées, en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;
- VU** le code de l'environnement, notamment le Livre II et le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V, les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre II relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Madame Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005, modifié, relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

- VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2010, modifié, relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010, modifié, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel «rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau» (RSDE) du 24 août 2017 modifiant, dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007 autorisant la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE à exercer une activité de mélanges élastomères et de pièces en caoutchouc sur le territoire de la commune de Decize ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-P-1725 du 9 juillet 2010 prescrivant une surveillance provisoire de certaines substances susceptibles d'être rejetées dans l'eau et une étude technico-économique ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2018-12-06-001 du 6 décembre 2018 modifiant notamment les modalités de surveillance complémentaires des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le courrier préfectoral du 3 février 2025 prenant acte des rubriques dont relève l'établissement ;
- VU** le rapport de synthèse VEOLIA de fin de surveillance du 22 novembre 2011 ;
- VU** le rapport du 3 septembre 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 3 septembre 2025 ;
- VU** les observations de l'exploitant, par courriel du 15 septembre 2025, sur le projet d'arrêté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017, susvisé, vient modifier les valeurs limites d'émissions applicables au site SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE de Decize ;

**CONSIDÉRANT** que la détermination des valeurs limites d'émissions applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

**CONSIDÉRANT** les 6 campagnes d'analyse menées par SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE de mai 2024 à janvier 2025 sur la recherche de substances dangereuses dans l'eau au niveau de son point rejet R2 dans l'Aron ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** l'enjeu particulier du bon état des masses d'eau réceptrices finales ;

**CONSIDÉRANT** que le QMNA 5 de la rivière «Aron » est de 2 400 l/s ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de la décision**

#### **Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE, dont le siège social est situé usine des Caillots - 58300 Decize, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Decize.

#### **Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les dispositions relatives au point de rejet R2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2018, susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes.

#### **Article 1.3 : Définitions**

Au titre du présent arrêté, on entend par :

QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

### **Article 2 : Circulation des effluents et localisation des rejets**

#### **Rejet externe**

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux deux points de rejet vers le milieu extérieur suivants :

- le point de **rejet R1** qui concerne les eaux sanitaires qui sont canalisées vers la station d'eaux usées communale,
- le point de **rejet R2** rassemble les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées et les eaux du circuit de refroidissement. Ces eaux sont collectées, puis passent par un séparateur hydrocarbure puis dans le regard R2 doté d'un système de prélèvement, puis dans l'Aron.

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus, direct ou indirect, vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

**NB** : les eaux de lavage des sols et des machines après décantation et filtration sont évacuées comme déchet.

### **Article 3 : Rejets dans le milieu naturel**

#### **Article 3.1 : Pour l'ensemble des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les rejets respectent les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, susvisé, en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur,
- suppression des émissions de substances dangereuses,
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions,
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur,
- la réalisation de contrôles externes de recalage,
- la déclaration des résultats d'auto-surveillance sous GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

#### **Article 3.2 : Valeurs limites d'émissions pour les rejets acqueux industriels**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu naturel (l'Aron), les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies au point de rejet R2 :

##### **Surveillance R2 :**

surveillance en continu du :

pH : 5,5-8,5 (9,5 si neutralisation alcaline)

T° : 30° maximum

Débit maximal de rejet vers l'Aron pour les eaux de refroidissement : 2500 m<sup>3</sup>/j (en cas de rejet eau pluvial de ruissellement simultané, indiquer le débit des eaux pluviales également)

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal	Périodicité de mesure
MES	1305	35	20 kg/j	Mensuelle
DBO5	1313	100	30 kg/j	Mensuelle
DCO	1314	125	100 kg/j	Mensuelle
Phosphore total	1350	30	4 kg/j	Mensuelle

Fer (1)	1393	5	/	Trimestrielle
Manganèse (1) (3)	1394	1	/	Mensuelle**
Hydrocarbures totaux (1)	7009	10	/	Mensuelle
Somme des Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (2)	7088	0,025 (somme)	0,020 g/j	Trimestrielle
Benzo(a)pyrène (2)*	1115		0,020 g/j	
Benzo(b)fluoranthène (1)*	1116		/	
Benzo(k)fluoranthène (1)*	1117		/	
Benzo(g,h,i)perylène (1)*	1118		/	
Indeno(1, 2, 3-cd)pyrène (1)*	1204		/	
Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS)	6561	0,025	0,008 g/j	Trimestrielle
Arsenic	1369	0,025	17 g/j	Trimestrielle
Heptachlore et époxyde d'heptachlore *	7705	0,025	0,01 mg/j	Trimestrielle
Indice phénols	1440	0,300	Surveillance trimestrielle pendant 1 an et, si les substances sont présentes, leur surveillance sera pérennisée	
Tributylétain cation *	2879	0,025		
Cyanures libres (1)	1084	0,10		
Ions fluorures (1)	7073	15		
Hexabromocyclododécane (HBCDD)	7128	0,025		

\* Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, susvisé (notamment la réduction maximale doit être recherchée).

(1) À ce jour, il n'existe pas de NQE pour ces paramètres. Il revient à l'exploitant de prendre en compte d'autres valeurs de référence

(2) Pour le groupe de substances prioritaires dénommé « hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) », la NQE pour le biote et la NQE-MA dans l'eau correspondante se rapportent à la concentration de benzo (a) pyrène, sur la toxicité duquel elles sont fondées. Le benzo (a) pyrène peut être considéré comme un marqueur des autres HAP et, donc, seul le benzo (a) pyrène doit faire l'objet d'une surveillance aux fins de la comparaison avec la NQE pour le biote ou la NQE-MA dans l'eau correspondante.

(3) La surveillance du Manganèse pourra être allégée (ou au contraire renforcée) s'il s'avère que sa détection s'explique par sa présence dans le milieu de prélèvement.

## **Article 4 : Délais, voies de recours, publicité et exécution**

### **Article 4.1 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Dijon :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4.2 : Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Decize et peut y être consultée,
- le présent arrêté est affiché à la mairie de Decize pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4.3 : Exécution**

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- la maire de Decize
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires de la Nièvre, au responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, au directeur départemental des territoires de la Nièvre, au directeur départemental de l'office français de la biodiversité de la Nièvre et l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **19 SEP. 2025**

La préfète,

  
La Secrétaire Générale  
De la Préfecture de la Nièvre

Stéphanie PETITJEAN